



Joseph Beti Assomo, Ministre Délégué à la Présidence de la République du Cameroun chargé de la Défense dans un entretien exclusif avec Sputnik a parlé des deux crises de sécurité auxquelles le Cameroun est confronté – le terrorisme de Boko Haram, et la crise sécessionniste dans deux régions anglophones du pays.

**Sputnik : Je voulais vous interroger sur votre participation à la VIIe Conférence de Moscou sur la sécurité internationale. Quelles rencontres aurez-vous avec les responsables militaires russes et les dirigeants russes à la Conférence de Moscou sur la sécurité internationale ?**

Assomo : Merci beaucoup de m'avoir donné l'occasion de dire quelques mots sur notre participation à cet événement – la Conférence de Moscou sur la sécurité internationale. Je dirige la délégation camerounaise. Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale et notre participation à cette Conférence de Moscou sur la sécurité est à l'invitation de notre collègue, l'Honorable Ministre de la Défense de la Fédération de Russie. Et c'est un grand privilège et un grand honneur pour notre pays de participer à un sommet d'une telle hauteur. Nous allons travailler avec nos homologues des cinq continents qui ont été invités ici à Moscou. Et lorsque des autorités de haut niveau s'occupant de questions de sécurité se réunissent, c'est une excellente occasion d'échanger des informations, des renseignements et des expériences sur la manière dont nous maîtrisons les problèmes de sécurité dans nos différents pays et régions.

J'aurai donc l'occasion de présenter à l'assemblée la situation concernant mon pays, le Cameroun. Nous avons un grave problème de terrorisme dans notre pays dans la région du bassin du lac Tchad en Afrique centrale, avec le Nigeria, avec le Tchad, le Niger et aussi le Bénin. Nous avons là ce que nous appelons le groupe terroriste Boko Haram. Boko Haram est un groupe terroriste djihadiste. Nous nous battons depuis quatre ou cinq ans maintenant et c'est une organisation islamique au début, mais maintenant c'est simplement un groupe terroriste sans doctrine religieuse. Nous nous battons donc, mais ils ont de l'argent, ils ont des armes et nous pensons qu'ils ont des contacts internationaux, soit avec Daesh, soit avec d'autres groupes terroristes internationaux. Et vous savez aussi que notre frontière est proche du désert du Sahara et que c'est un problème très important pour tous les pays de la région subsaharienne parce que les terroristes se déplacent dans le désert. Et nous sommes quelque chose comme huit ou dix pays concernés par ce problème de Boko Haram. C'est le principal problème que nous avons dans la région, en particulier dans mon pays.

Nous avons également au Cameroun un problème de deux régions qui ont décidé de prendre les armes et de lutter contre le gouvernement central pour obtenir ce qu'ils appellent leur indépendance. C'est un groupe sécessionniste qui veut diviser nos pays en deux. Et nous ne pouvons pas l'accepter, alors nous le combattons depuis un an maintenant. Mais nous n'avons pas peur de gagner. Mais le problème pour nous, ce sont les ramifications internationales. Nous avons des informations sur les liens qu'ils ont avec la région de 04:41 et même sur le continent africain. C'est donc la question et j'aurai des discussions bilatérales avec des représentants du gouvernement de la Fédération de Russie et nous discuterons de la coopération spécifique et bilatérale entre nos deux pays. Notre participation et notre présence ici à Moscou est donc très importante pour nous, le Cameroun.

**Sputnik : Pouvez-vous me dire précisément quels fonctionnaires russes vous rencontrerez pendant votre séjour à Moscou ?**

Assomo : Nous aurons des réunions avec des hauts fonctionnaires du ministère de la Défense et du ministère des Affaires étrangères.

**Sputnik : Vous avez donc bien sûr mentionné les problèmes de sécurité au Cameroun concernant Boko Haram. Quelle a été la dernière attaque de Boko Haram au Cameroun ?**

Assomo : Comme je vous l'ai dit, nous combattons Boko Haram depuis quatre ans maintenant et ils sont presque battus mais de temps en temps ils opèrent par des bombes suicides et ils tuent aussi des civils dans les villages et les villes. Mais leur dernière attaque remonte à quatre jours et, malheureusement, nous avons perdu cinq soldats. Il y a tout juste quatre jours, nous avons perdu cinq soldats, alors nous sommes en deuil ; notre armée pleure les cinq soldats. C'est donc un problème réel et sérieux – Boko Haram, mais la lutte continue. Il se trouve dans le village de Sagme, dans l'extrême nord du Cameroun.

**Sputnik : Avez-vous localisé les auteurs de l'attaque ?**

Assomo : Oui et nous avons les moyens de les localiser. Mais le problème à Sagme, si vous avez une carte, vous pouvez regarder la carte, et vous verrez que cette région est la frontière entre le Cameroun, le Nigeria, le Tchad et le Niger, de sorte qu'ils traversent les frontières de

ces quatre pays et que nous avons mutualisé nos forces. Nous avons créé la Multinational Joint Task Force pour que nous puissions maintenant combattre Boko Haram avec nos quatre armées, parce qu'il y a quatre ans, chaque pays a fait son chemin tout seul pour combattre Boko Haram et nous nous sommes rendu compte qu'il faudra du temps, beaucoup de temps pour gagner la guerre contre Boko Haram. C'est pourquoi notre chef d'État a décidé de mutualiser nos forces et nous avons créé cette force opérationnelle multinationale interarmées. Et depuis environ un an et demi, nous écrasons Boko Haram et nous allons gagner. Mais comme je vous l'ai dit, nous savons qu'ils ont des liens loin de notre pays. Nous savons qu'ils reçoivent des fonds loin de notre région, parce qu'aujourd'hui, le terrorisme n'est pas situé dans un seul point du monde. Il s'agit d'un problème international, et c'est pourquoi nous apprécions la Conférence de Moscou sur la sécurité internationale, car il est permis de discuter et d'examiner les moyens de mieux lutter contre le terrorisme international.

**Sputnik : Combien de militants Boko Haram se trouvent actuellement sur le territoire camerounais ?**

Assomo : Il est difficile de vous donner une réponse précise, une réponse précise parce que le problème de Boko Haram est qu'ils ressemblent à une armée mais qu'ils ne sont pas une armée. Ils sont donc avec la population, ils sont dans la population et ils recrutent des jeunes, des jeunes gens, des jeunes hommes, des jeunes filles, dix ans, 12 ans. Ils font donc partie de la population. Il nous est donc difficile de savoir qu'ils se trouvent dans ce quartier ou dans ce village. Nous comptons donc sur la population pour nous donner de bonnes informations sur les comportements troublants dans la société et c'est ce que nous faisons, mais ce n'est pas une tâche facile.

**Sputnik : Considérant le travail de la Multinational Joint Task Force contre Boko Haram, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine devrait-il envisager le renouvellement de son mandat à la fin de l'année ?**

Assomo : Je peux clairement dire oui, parce que lorsque cette force a été mise en place, elle a un mandat qui théoriquement prendra fin à la fin de cette année, mais comme la situation n'est pas complètement résolue, nous négocions avec l'Union africaine, à Addis Abeba, afin qu'ils puissent reporter la fin de la mission de cette force jusqu'à la fin de la guerre contre Boko Haram. Nous sommes donc optimistes, puisque la guerre n'est pas terminée, que la Force opérationnelle multinationale interarmées poursuivra sa mission et nous espérons que nous parviendrons à une conclusion de cette manière avec l'Union africaine.

**Sputnik : Cherchez-vous un soutien supplémentaire de l'Union africaine contre Boko Haram qui n'a pas encore été fourni ?**

Assomo : Ce que je peux dire, c'est que nous devons d'abord dire à l'Union africaine ce qu'elle a fait, et vous savez qu'il s'agit d'un programme international, alors ils ont leurs procédures, leurs protocoles, leur façon de nous donner les fonds. Ils ont donc la volonté. L'Afrique a la volonté, l'Union africaine a la volonté, mais l'Union africaine a des partenaires qui ne sont pas en Afrique, comme la Russie, comme les États-Unis, comme l'Union européenne et ainsi de suite, et ces partenaires, tous ces partenaires, tous ces partenaires aident l'Union africaine à réunir des fonds pour aider notre force. Nous sommes donc

optimistes, nous sommes reconnaissants pour ce qui a été fait jusqu'à présent et nous savons qu'ils continueront leurs efforts, ils continueront à nous aider.

**Sputnik : Dans quelle mesure les 5 millions de dollars promis par le gouvernement japonais renforceront-ils la sécurité et l'aide aux groupes vulnérables du Cameroun, tels que les personnes déplacées dans le Grand Nord ?**

Assomo : Le problème avec cet argent, c'est que lorsque nous recevons cet argent, nous avons un programme spécial, et les deux partenaires savent ce que nous devons faire avec n'importe quel franc ou kopek que nous recevons. Je ne peux donc pas vous donner de détails sur ce que nous allons acheter, ce que nous allons faire avec cet argent parce qu'avant de nous donner, le Japon et nous nous sommes mis d'accord sur ce que nous devons faire. Il n'y a donc aucune crainte concernant l'utilisation de cet argent, que ce soit dans notre partie ou concernant le Japon. Mais ce n'est pas l'endroit pour donner des détails concernant l'utilisation de cet argent puisque les deux parties, le Japon et nous, ont convenu et nous savons ce que nous allons faire avec cet argent et le Japon contrôle l'utilisation de cet argent. Il n'y a donc rien à se demander.

**Sputnik : Y a-t-il d'autres projets militaires entre le Cameroun et le Japon cette année ou dans un avenir proche ?**

Assomo : En effet, nous avons une coopération militaire ouverte et le Japon n'est pas le seul ou le seul partenaire que nous avons, donc nous n'avons pas à insister seulement sur le Japon puisque, à part le Japon, nous avons d'autres partenaires comme la Russie. Je ne pense pas qu'il soit utile de donner les noms parce que ce sont des problèmes secrets et militaires et que nous ne pouvons pas vraiment en parler dans les médias, je ne pense pas. Mais c'est une bonne nouvelle que notre pays a tant de partenaires et qu'il y a de la confiance entre eux et nous.

**Sputnik : Comment l'implication du HCR dans la réaffectation des demandeurs d'asile en raison de la crise sécessionniste dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun a-t-elle affecté la gestion de la crise par le Cameroun ?**

Assomo : L'ONU est notre partenaire, avec des organisations spécialisées telles que l'organisation des réfugiés, comme l'OMS, des organisations spécialisées du système des Nations Unies. Tous travaillent avec nous pour le respect des droits de l'homme, pour aider les réfugiés ou les personnes déplacées, pour nous aider dans l'éducation des enfants des personnes déplacées à cause de cette crise. Je peux dire que la présence et la coopération de l'ONU sont vraiment appréciées. Nous travaillons avec eux et nous sommes confiants que nous continuerons à travailler avec eux. Aujourd'hui, on ne peut pas travailler dans un pays derrière des portes closes. Ce n'est pas possible. Il faut s'ouvrir, surtout à l'ONU si l'on veut quelque chose de valable. Vous devez ouvrir vos portes aux Nations Unies parce qu'elles doivent voir ce qui se passe.... Elles doivent être là. C'est une sorte de police humanitaire et cela ne nous ennuie pas. C'est une bonne chose qu'ils puissent venir voir ce qui se passe dans notre pays et nous travaillons en étroite collaboration avec les organisations spécialisées de l'ONU.

**Sputnik : Quels sont les facteurs les plus importants pour la résolution de la crise dans les régions anglophones ?**

Assomo : Deux solutions. Solution de sécurité, avec la police, la gendarmerie, les forces de l'ordre pour rétablir la sécurité, pour protéger notre territoire afin qu'il ne puisse pas être divisé un jour parce que nous avons une constitution et que le Cameroun est et restera un seul Etat. Nous avons donc une sécurité[réponse], et les forces de l'ordre sont sur le terrain pour rétablir la paix et l'ordre. D'autre part, vous avez la solution politique qui passe par le dialogue entre le gouvernement et les opposants, ces sécessionnistes ou terroristes, mais ce sont des Camerounais même s'ils se battent, ce sont des Camerounais. Et le gouvernement, le chef de l'Etat en particulier, Son Excellence, le Président Paul Biya, depuis plus d'un an, négocie avec eux pour qu'ils reviennent chez eux et quittent leurs armes et se comportent comme des citoyens et des citoyens responsables. Les deux solutions sont donc en route et nous espérons, si Dieu le veut, que nous parviendrons à une solution définitive, que la paix reviendra définitivement dans notre pays tel qu'il était, que le développement reviendra, et que le Cameroun continuera d'être un lieu de vie.

**Sputnik : Cherchez-vous le soutien de pays étrangers ou d'autres organisations pour faire face à la crise séparatiste au Cameroun ?**

Assomo : Nous ne sommes pas fermés à de tels[prospects], mais quand vous avez un ami qui a des problèmes, si vous êtes un vrai ami, vous devez aller à son secours ; vous n'attendez pas qu'il m'appelle et me dise de venir m'aider. C'est donc ce que je peux vous dire. Nous ne demandons pas à quelqu'un de venir, mais si un ami, un vrai ami, vient et nous propose de nous aider, nous examinerons son offre. Mais nous ne pleurons pas au monde, venez nous aider, venez nous aider, venez nous aider... Nous sommes ouverts à toutes les opportunités que nos partenaires, nos amis étrangers peuvent nous présenter, mais pour l'instant nous gérons la situation au Cameroun, parce que nous disons qu'il s'agit d'un problème camerounais. Les opinions exprimées dans cet article sont celles du contributeur et ne reflètent pas nécessairement celles de Sputnik.

**Sputnik**

---